

4. Situation financière

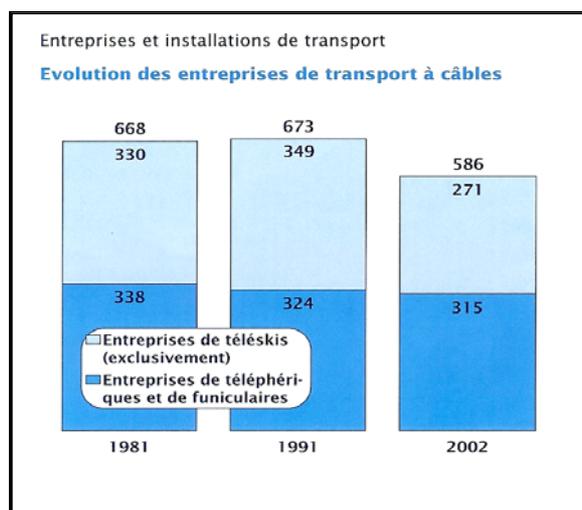
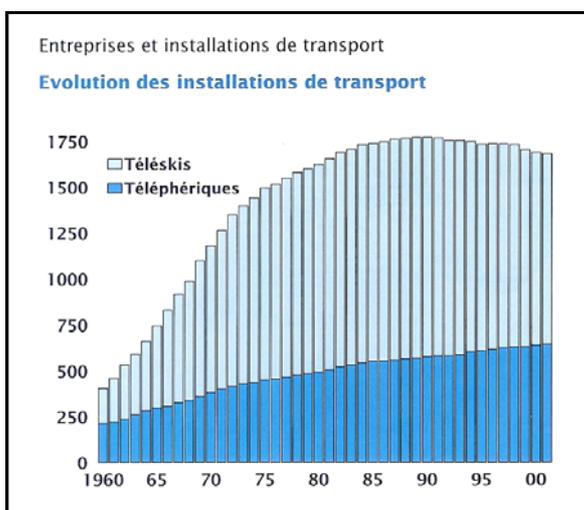
- 4.1 Situation des remontées mécaniques suisses
- 4.2 Situation des remontées mécaniques des Alpes vaudoises
- 4.3 Situation des communes

4.1 Situation des remontées mécaniques suisses

La situation financière des sociétés de remontées mécaniques en Suisse est plutôt morose. En effet, trois-quarts des entreprises rencontrent des difficultés, 45% d'entre elles réalisent un mauvais cash-flow, 42 % réalisent un cash-flow moyen et seules 13% arrivent à un cash-flow excellent. Quatre entreprises sur cinq obtiennent un rendement inférieur à 5% et le niveau d'endettement de deux entreprises sur cinq est supérieur à 60% du total du bilan. Le chiffre clef de 1 million par installation est un chiffre essentiel au bon fonctionnement d'une société de remontées mécaniques. Pourtant en Suisse, peu de sociétés y parviennent. Zermatt (après fusion), Arosa, Laax (après fusion), Saas Fee sont quelques exemples de stations qui arrivent au million, mais de justesse. Par contre, des sociétés importantes telles que CMA (Crans-Montana) ou l'ensemble des sociétés de la CDA (Compagnie des Alpes) n'y arrivent pas. Il est inutile de parler des petites sociétés qui, elles, sont bien loin du compte.

- ¾ de 586 (2002) entreprises sont en difficultés
- 45% réalisent un mauvais cashflow
- seules 13% indiquent un bon cashflow
- rendement du capital propre < 5% pour 80% des entreprises
- endettement > 60% pour 40% des entreprises

La Suisse compte 586 entreprises de remontées mécaniques, tendance en baisse (fermetures/fusions). Les installations lourdes sont au nombre de 723 et le nombre de téléskis, 1037. Ces installations desservent 2000 km de pistes avec une différence de dénivellation cumulée de 600 km. 310 millions de clients sont transportés à raison de 1.5 million à l'heure. Ce secteur emploie 11'000 personnes.



Source: Statistiques RMS 2002

4.2 Situation des remontées mécaniques des Alpes vaudoises

4.2.2 Situation générale des Alpes vaudoises

Remarques et conclusions générales:

- ◆ 93 installations
- ◆ 33 mio. CHF de chiffre d'affaires
- ◆ Chiffres d'affaires en baisse
- ◆ 9 sociétés (+ Glacier 3000)
- ◆ Structures compliquées
- ◆ Trop de capacité
- ◆ Concurrence régionale
- ◆ Nécessité de planifier des investissements de remplacement
- ◆ Situation difficile malgré le soutien financier de l'Etat (sauf Villars-Gryon)
- ◆ Problèmes de Glacier 3000 connus
- ◆ Manque de collaboration

4.2.3 Bref rappel des sociétés

Dans le chapitre 13, au point 13.1, se trouve un bref aperçu historique pour les sociétés, mis à disposition par chacune d'entre elles.

Quelques remarques générales sur les différentes sociétés des Alpes vaudoises.

Les Thays-La Forclaz: cette société ne peut être comparée aux autres étant donné son seul télésiège et son but d'exploitation qui n'est pas de faire un profit mais uniquement d'offrir une activité aux gens du village.

Pra Cluën doit également être traité différemment, puisque d'une part l'installation constitue la liaison entre le domaine d'Egglis (Saanen) et Videmanette (Rougemont) et d'autre part, parce que Videmanette S.A. se charge de son exploitation.

Les excellents résultats des différentes sociétés durant l'hiver 1999/2000, montrent à quel point un enneigement abondant et tôt dans la saison joue un rôle essentiel sur le chiffre d'affaires de l'année entière, d'où la nécessité de l'enneigement artificiel pour les années où l'enneigement naturel est faible.

La topographie des Alpes vaudoises fait que les stations sont souvent isolées les unes par rapport aux autres, exception faite de Villars-Gryon et les Meillerets.

La plupart des chiffres d'affaires sont négatifs ou insuffisants par rapport aux ratios bancaires recommandés (sauf Villars-Gryon).

Aucune station n'arrive au ratio d'un million de chiffre d'affaires par installation recommandé par les banques. Cela indique la pléthore d'installations par domaine et la difficulté de pouvoir remplacer les installations dans un futur proche.

Les charges financières sont peu importantes car elles concernent des fonds LIM et FET. Bilan Tourisme 2000, investissement réalisé, 146 millions, participation LIM et FET, 72 millions (presque 50%).

Glacier 3000 occupe une position spéciale dans les Alpes vaudoises. Le domaine skiable se trouve sur le territoire de 3 cantons : Vaud, Bern et Valais. Les installations ont été financées par les 2 cantons : Vaud et Bern ainsi que des communes intéressées. Le glacier des Diablerets est le seul domaine de ski des Alpes vaudoises et du Berner-Oberland occidental en dessus de 3000 m. Glacier 3000 occupe par ce fait une position prépondérante pour l'offre d'une garantie de neige et représente un instrument de marketing important et central. De plus, Glacier 3000 occupe une fonction de liaison entre les deux régions des Alpes vaudoises et de Gstaad-Saanenland et ainsi, entre deux régions linguistiques. Cette fonction charnière joue un rôle déterminant dans la conception proposée.

4.2.4 Analyse des chiffres d'affaires selon rapports des comptes

Ces informations ne sont pas diffusées par le Service de l'économie et du tourisme. Elles sont la propriété des sociétés de remontées mécaniques.



Alpes vaudoises 25.02.2003

4.2.5 Bilan

Les remontées mécaniques des Alpes vaudoises indiquent des résultats faibles, voire mauvais (à l'exception de Villars-Gryon). Une partie d'entre elles se trouvent devant des problèmes de liquidités considérables. Sans mesures urgentes, il y a même des risques de dépôt de bilan. Ceci, malgré le soutien de l'Etat de Vaud qui est exceptionnel dans le cadre suisse (FET).

Bilan tourisme 2000 :

◆ Investissements réalisés	146.0	millions
◆ Participations LIM et FET	72.0	millions

Montant des prêts en cours de remboursement

◆ Prêts LIM	14.2	millions (CH et VD)
◆ Prêts FET	14.5	millions

Par ailleurs, les remontées mécaniques ont un besoin d'investissements importants (voir programme d'investissements détaillés au registre 13, chapitre 13.1). Le financement de ces investissements n'est pas assuré à l'heure actuelle même le maintien des crédits engagés amènera des charges financières supplémentaires conditionnées par un mauvais rating.

4.3 La situation des communes

L'analyse de la situation financière des communes concernées ne fait pas partie de cette étude. Cependant, la connaissance de la situation réelle ou actuelle de ces communes est importante pour pouvoir juger le potentiel d'investissement, les communes étant, pour certaines dans l'obligation de garantir la partie des fonds propres et des crédits LIM.

Pour ces raisons, seul un résumé de la situation financière des communes est présenté, ci-après. Les détails des comptes se trouvent au chapitre 12.

RATIOS EN %

2001

	Chât. d'Oex	Gryon	Leyin	Ollon	Orm.-Dessous	Orm.-Dessus	Rougemont
MA/DNI Degré d'autofinancement	227,7	76,6	88,9	144,8	133,9	83,3	328,2
MA/RC Capacité d'autofinancement	15,2	12,9	5,0	27,4	8,7	15,2	28,8
MA/EN Autofinancement/endett.	13,2	-55,7	5,8	116,3	37,2	58,2	-45,9
INT/RC Intérêts passifs/recettes cour.	6,5	0,6	5,7	3,3	3,7	3,7	2,1
INN/IMP Intérêts nets/recettes fiscales	10,2	-0,5	6,7	3,8	5,0	5,1	0,9
INN/MA Intérêts nets/marge d'autofin.	41,2	-2,8	76,3	9,1	29,9	22,2	2,1
Couverture des charges courantes (CHC) :							
Par impôts (IMP/CHC)	61,9	68,3	55,1	64,2	52,2	66,3	65,8
Par des prestations (PREST/CHC)	25,8	20,2	24,8	26,9	29,1	19,8	18,4
Par des subventions (SUBV/CHC)	1,6	3,2	1,5	2,1	4,4	4,5	6,6

Ratios

1992-2001

	Chât. d'Oex	Gryon	Leyin	Ollon	Orm.-Dessous	Orm.-Dessus	Rougemont
MA/DNI Degré d'autofinancement	65,4	145,2	197,2	130,5	201,5	43,7	445,0
MA/RC Capacité d'autofinancement	14,5	19,0	5,9	19,5	15,9	13,9	17,6
MA/EN Autofinancement/endett.
INT/RC Intérêts passifs/recettes cour.	8,5	2,6	8,6	6,4	5,7	4,2	5,4
INN/IMP Intérêts nets/recettes fiscales	12,9	2,8	12,0	8,1	9,0	5,6	7,6
INN/MA Intérêts nets/marge d'autofin.	56,3	10,5	116,4	27,7	31,8	27,4	26,0
Couverture des charges courantes (CHC) :							
Par impôts (IMP/CHC)	61,7	70,8	56,1	65,4	56,7	67,4	58,6
Par des prestations (PREST/CHC)	23,6	17,8	21,9	25,0	24,3	18,2	24,1
Par des subventions (SUBV/CHC)	4,0	3,1	2,2	2,5	5,0	4,0	6,0

Compte de Bilan (1000 Fr.)

2001

	Chât. d'Oex	Gryon	Leyin	Ollon	Orm.-Dessous	Orm.-Dessus	Rougemont
Endettement	30 166	1 863	23 244	35 677	5 346	11 468	4 923
Actifs financiers	12 440	3 298	13 047	27 076	4 221	9 366	8 869
Endettement net	17 726	-1 435	10 197	8 601	1 125	2 102	-3 946